

# Rapport de la convention citoyenne pour l'Occitanie

*Le rapport final de la Convention citoyenne pour l'Occitanie comporte trois cahiers à l'intention du Conseil régional : l'avis citoyen (cahier n°1), des préconisations pour la votation (cahier n°2) et des annexes (cahier n°3), qui restituent les échanges et travaux de la Convention lors des trois sessions.*

## Cahier n°1 : avis citoyen adopté le 3 octobre 2020

### Table des matières

Introduction : « Nous, la Convention citoyenne pour l'Occitanie » .....	3
I. Nos attentes .....	5
A. Bien-être individuel et collectif .....	5
B. Bien-être immédiat et futur .....	6
C. Justice sociale .....	6
D. Justice territoriale .....	8
E. Confiance en l'action publique .....	8
II. Nos préconisations .....	10
A. Priorités pour le Plan de transformation et de développement.....	10
1/ Agriculture et alimentation.....	10
2/ Aménagement du territoire.....	12
3/ Citoyenneté, démocratie, service public .....	13
4/ Culture et sports .....	14
5/ Développement économique et tourisme.....	15
6/ Emploi formation .....	16
7/ Energie .....	18
8/ Enseignement et éducation .....	19
9/ Environnement .....	20
10/ Habitat .....	22
11/ Mobilités, transport .....	24
12/ Solidarités, santé.....	25
B. Liste des propositions de la Convention .....	29
C. Propositions complémentaires .....	42
1/ Propositions à relayer aux administrations compétentes .....	43
2/ Propositions ayant fait débat, justifiant une vigilance particulière de la Région .....	44
Conclusion .....	46
Adoption formelle .....	47





## Introduction :

### « Nous, la Convention citoyenne pour l'Occitanie »

**Nous, les 100 membres de la Convention citoyenne pour l'Occitanie, avons été tiré.e.s au sort pour participer à construire collectivement un modèle plus juste et plus durable, propre à l'Occitanie.**

De par notre histoire et nos parcours de vie, nous composons un éventail des catégories socio-professionnelles : sans-emploi, salarié.e.s, agriculteur.trice.s, commerçant.e.s, cadres, étudiant.e.s, retraité.e.s, etc. Nous, les 100 habitant.e.s de l'Occitanie, représentons ici la diversité d'un vaste territoire, composé de deux métropoles, de zones urbaines et rurales –montagnes et campagnes – et d'un littoral.

Notre Région est une terre de contrastes à laquelle nous sommes profondément attaché.e.s. Une grande Région aux portes de l'Espagne, où il fait bon vivre. De 19 à 76 ans, nous illustrons surtout la richesse d'une terre d'accueil propice aux métissages culturels.

La pandémie de la Covid-19 nous invite plus que jamais à faire évoluer, transformer notre société. Miroir grossissant des inégalités, elle a mis en lumière le travail des invisibles, le manque de reconnaissance des « petit.e.s » et les fragilités de la mondialisation. Cette crise sanitaire nous a aussi fait prendre conscience que notre système qui réchauffe la planète et fait s'effondrer la biodiversité aggrave ces inégalités. Par son ampleur et son caractère inédit, elle a remis au cœur des préoccupations des besoins essentiels et vitaux : la santé, l'éducation, la nécessité de revoir nos façons d'habiter et de consommer, et a renforcé l'idée de notre nécessaire implication dans la construction des décisions et de l'action publique.

Pour faire face à la crise, la Région Occitanie a lancé un plan de relance économique et un plan de transformation, en s'appuyant sur un nouveau modèle économique : un pacte vert régional s'inspirant du « Green Deal » européen et alimentant cette démarche. La Convention citoyenne pour l'Occitanie a pour objectif de nourrir ce plan de développement et de transformation avec nos aspirations pour l'avenir, la connaissance que nous avons de la vie de tous les jours, et notre regard de citoyen.

**La Région nous a mandaté.e.s pour connaître nos attentes et préconiser des mesures concrètes pour améliorer la vie des habitant.e.s d'Occitanie.**

Nous devons réfléchir à la mise en place d'un nouveau modèle de développement durable, prenant en compte les défis environnementaux, économiques et sociaux actuels, pour assurer le **bien-être** de nos concitoyen.ne.s ;

Nous devons penser le renforcement des solidarités existantes et la création de nouvelles solidarités, pour assurer à chacun.e sa place dans notre société et pour une meilleure **justice sociale** ;

Nous devons envisager de nouvelles pratiques démocratiques partagées renforçant la **confiance** des citoyen.ne.s en l'action publique et la mobilisation de l'ensemble des habitant.e.s au plus près des enjeux des territoires.

Comme nous y a invité.e.s le philosophe Edgar Morin lors de son intervention, nous, habitant.e.s d'Occitanie, avons essayé de concilier dans cet avis citoyen « l'esprit et le cœur » et de faire du « doute » « un pari » plutôt qu'un frein.

**Nous rendons aujourd'hui un avis citoyen composé de près de 300 propositions, le fruit de sept jours de travaux, d'échanges, de débats et de désaccords, d'incertitudes et d'espoir mais toujours dans la perspective d'améliorer le quotidien des habitant.e.s de l'Occitanie, aujourd'hui et demain.**

Opinions différentes :

7 personnes auraient souhaité ne pas utiliser l'écriture inclusive.

2 personnes trouvent qu'il n'est pas nécessaire de s'inscrire dans la démarche européenne.

2 personnes trouvent que la phrase « Cette crise sanitaire nous a fait prendre conscience... » est trop lourde qu'il faudrait l'enlever.

1 personne aurait souhaité ne pas faire apparaître les âges minimum et maximum des membres de la Convention.

1 personne aurait souhaité ne pas mentionner les « petits » et les « invisibles » (mentions jugées péjoratives).

1 personne aurait souhaité remplacer les « petits » par « les métiers utiles et nécessaires ».

1 personne aurait souhaité retirer le paragraphe commençant par « La pandémie... ».

1 personne aurait souhaité ajouter au début de l'introduction : « à l'aube d'un soulèvement pacifique citoyen ».

\*\*\*

## I. Nos attentes

Pour améliorer la vie des habitant.e.s de l'Occitanie, dans le contexte actuel et à l'avenir, nous exprimons ici nos attentes vis-à-vis du plan de transformation et de développement régional, en matière de :

- bien-être, à la fois individuel et collectif (A) et immédiat et futur (B)
- justice sociale (C) et territoriale (D)
- confiance dans l'action publique (E).

### A. Bien-être individuel et collectif

Le bien-être doit toucher l'ensemble des habitant.e.s et placer l'Humain au cœur de notre projet de société. Cela passe par la création d'une justice et d'un lien social fort intégrant le principe de tolérance et du bien vivre ensemble. Le bien-être s'inscrit donc nécessairement dans une recherche d'équité pour l'accès aux biens essentiels sur tout le territoire, tels que la santé, l'accès à une alimentation saine et locale, l'éducation, la formation, la culture, les sports, l'emploi, le logement et un niveau de vie de qualité. En ce sens, il permet une solidarité, un mélange et une ouverture à toutes les dimensions de la vie quotidienne.

Le bien-être suppose que chaque habitant.e de l'Occitanie se sente pleinement reconnu.e, en tant que citoyen.ne, ce qui implique une réelle capacité à participer à la construction de l'action publique. Il doit se traduire par un pouvoir d'agir amenant à développer des projets ne dépendant pas uniquement de l'argent public. Il s'agit donc de valoriser la pluralité des initiatives, solidaires notamment, et de faire en sorte de mieux transposer celles-ci d'une zone à l'autre pour un meilleur maillage du territoire. La Région doit relier ces initiatives entre elles, et être facilitatrice de prises de contact entre les porteurs de projets - notamment dans les bassins de vie les moins accessibles, et les personnes ressources susceptibles de les accompagner. C'est ainsi toute une logique « d'ambassadeur.drice.s » facilement identifiables qui doit être installée et confortée.

S'il demeure une notion propre à chacun, le bien-être collectif agit comme un cercle vertueux, source d'une attractivité appelant toujours plus d'intérêt partagé pour le territoire et attirant de nouveaux habitant.e.s susceptibles de le renforcer.

#### Opinions différentes :

3 personnes pensent qu'il faudrait faire figurer le mot « communauté ».

2 personnes souhaitent remplacer la phrase « Cela passe par la création... » par « Cela passe par la recherche et le renforcement d'un lien social fondé sur la justice, respectueux des libertés individuelles, des opinions et des croyances de chacun et chacune. »

2 personnes souhaitent retirer la mention des ambassadeurs pour la remplacer par "personne référente" 2 autres personnes pensent qu'il s'agit d'une proposition et souhaitent retirer la notion d'ambassadeurs

1 personne pense qu'il faut enlever « attirant de nouveaux habitant.e.s », qui ne constitue pas une attente.

1 personne estime qu'il faudrait changer "dépendant de l'argent public" par "pas uniquement liés à la dépense publique"

#### Demandes de reformulation ou de précisions :

1 personne estime que le citoyen doit comprendre sa responsabilité par sa participation à la vie démocratique

1 personne souhaite rajouter la notion de « respect d'autrui »

## B. Bien-être immédiat et futur

Le bien-être comporte également une dimension temporelle intégrant la notion de bien-être présent et futur. Ce que nous attendons de ce plan de transformation, c'est donc qu'il informe, qu'il sensibilise, qu'il agisse et qu'il donne les clés de compréhension à tous les habitant.e.s pour leur permettre de développer leur prise de conscience verte et citoyenne. Ainsi, les mesures qui répondront de manière concrète aux attentes des habitant.e.s devront être mises en place maintenant pour améliorer le bien-être aujourd'hui et demain. Elles devront s'attaquer directement aux causes des difficultés rencontrées par les citoyen.ne.s pour être les plus efficaces et décidées en concertation avec les citoyen.ne.s, actif.ve.s, et participant.e.s.

Nos principales attentes en termes de bien-être immédiat et futur vis-à-vis du plan de transformation portent sur les enjeux suivants :

- **Eduquer, former et sensibiliser dans tous les secteurs, et ce, dès le plus jeune âge, sur la citoyenneté, le respect de l'environnement et sa préservation.** Il nous faut agir dès maintenant pour espérer un résultat sur le futur ;
- **Garantir partout un cadre de vie sain et proche de l'environnement**, en privilégiant la rénovation plutôt que l'extension urbaine, en limitant l'exposition aux polluants et aux substances toxiques. L'accès efficace à une mobilité en est aussi une condition essentielle. Il faut aussi prendre en compte la biodiversité de façon systématique quel que soit le projet ;
- **Anticiper les évolutions démographiques pour s'adapter aux besoins sociaux ;**
- **Permettre un accès plus important à la culture** et dynamiser l'économie culturelle ;
- **Redonner l'envie de travailler** en améliorant les conditions d'accueil et de travail dans les entreprises, et en trouvant de l'emploi près de chez soi. Il faut également faciliter l'accès à des formations, en lien avec les offres d'emploi, ainsi que la reprise d'études et la reconversion ;
- **Mettre en adéquation les attentes des citoyen.ne.s et la production locale**, en allant vers une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé

### Opinions différentes :

4 personnes souhaitent enlever "redonner l'envie de travailler"

### Demandes de reformulation ou de précisions :

1 personne souhaite rajouter après "extension urbaine" "favoriser les projets de production citoyens de production d'énergie renouvelable"

1 personne souhaite ajouter après agriculture respectueuse de l'environnement « à taille humaine et paysanne »

1 personne propose de rajouter après "redonner l'envie de travailler" "en favorisant des espaces de travail partagés"

1 personne souhaite ajouter après "ce que nous attendons de ce plan de transformation..." "c'est qu'il associe les citoyens de manière systématique et préalablement aux décisions..."

1 personne souhaite ajouter la notion "de favoriser les démarches de plus d'autonomie citoyenne, moins dépendantes de conjonctures extérieures"

Paragraphe « Eduquer, former et sensibiliser » : 1 personne souhaite rajouter après "préservation" : "des métiers artisanaux et des métiers de demain"

## C. Justice sociale

La justice sociale doit concerner tous les habitant.e.s d'Occitanie, quels que soient leur profil, âge, genre, lieu d'habitation, etc. Une attention particulière doit toutefois être apportée aux plus

vulnérables (personnes en situation de handicap, personnes en situation précaire ou difficile, personnes âgées et/ou isolées, jeunes en recherche d'emploi, étudiant.e.s).

Nos principales attentes en matière de justice sociale portent sur les enjeux suivants :

- **Accéder à un emploi permettant une rémunération suffisante pour vivre dans de bonnes conditions.** Cela implique de faciliter l'accès à l'emploi pour tou.te.s, notamment les jeunes, les moins expérimenté.e.s et les seniors. Cela suppose aussi, là où les emplois sont peu nombreux, de développer ceux qui apparaissent nécessaires à la société et les valoriser (par exemple, les métiers du service en première ligne pendant la crise de la COVID : distribution, travailleurs sociaux, entretien de la ville, agriculteur.trice.s, etc.) ;
- **Accéder à une alimentation saine,** quels que soient les revenus. Il s'agit en effet de garantir la possibilité pour tou.te.s de se fournir en produits de bonne qualité, locaux et bio. Il faut accompagner les agriculteur.trice.s dans leur transition agroécologique ;
- **Donner le pouvoir de choisir et garantir la dignité de chacun.** Cela suppose l'apport de moyens financiers monétaires, quels qu'ils soient, pour les personnes qui en ont le plus besoin. Il s'agit aussi d'aider les associations et entreprises dont la survie est menacée. Dans tous les cas, cet enjeu renvoie à l'objectif de pouvoir vivre de son travail plutôt que de percevoir des aides ou des allocations, afin de nourrir un sentiment de fierté, d'utilité et de confiance en soi ;
- **S'assurer qu'une aide de qualité aille à ceux qui en ont besoin** et qu'elle soit accessible partout. Il est important, à cet égard, de redistribuer sans léser, pour mieux répartir, mettre en place une fiscalité juste, et trouver un équilibre entre facilité d'accès à l'aide et nécessité de contrôler ;
- **Prévenir l'entrée dans la précarité des jeunes, des personnes perdant leur emploi et des publics fragiles ;**
- **Accéder à la santé,** avec, pour toutes et tous, la même possibilité de se soigner et d'être remboursé.e.s de ses soins ;
- **Aider et valoriser les aidant.e.s** (personnes, associations, entreprises) qui s'occupent des plus vulnérables
- **Favoriser le lien social,** en cultivant un lien : intergénérationnel, interculturel et inter catégories socio-professionnelles, au travers, notamment du sport et de la culture.

#### Opinions différentes :

26 personnes souhaitent supprimer la phrase « Cela suppose l'apport de moyens financiers monétaires, plutôt qu'uniquement en nature, pour les personnes qui en ont le plus besoin ».

Paragraphe « Accéder à un emploi » : 1 personne souhaite enlever la mention « notamment les jeunes » et la remplacer par tous.

#### Demandes de reformulation ou de précisions :

Paragraphe « Donner le pouvoir de choisir... » :

\* 3 personnes proposent de supprimer la phrase « Il s'agit aussi d'aider les associations et entreprises dont la survie est menacée (cela ne veut rien dire ou cela va trop loin dans les propositions alors qu'on en est aux enjeux)

\* 2 personnes proposent de remplacer par ces deux phrases "Cela suppose de revenir aux fondamentaux que sont l'accès au logement, à l'eau et à l'alimentation"

\* 4 personnes souhaitent enlever "plutôt que de percevoir des aides ou des allocations"

\* 1 personne souhaite enlever le "plutôt que de percevoir" et remplacer par "quel qu'il soit" et garder la fin "sentiment de fierté et utilité"

2 personnes souhaitent remplacer « sur les produits locaux et bio » par « sur les produits locaux et responsables »

Paragraphe « Accéder à un emploi permettant une rémunération suffisante » : 3 personnes proposent de compléter : une rémunération suffisante “et assurant une situation pérenne”

1 personne souhaite rajouter aux enjeux “accès à un logement” et “permettre l’accès de toutes et tous à la culture”

1 personne souhaite ajouter au 2ème item “soutenir et maintenir les paysans vertueux”

#### D. Justice territoriale

L'équité et la solidarité territoriale doivent également être au centre des projets de la Région. Nous avons besoin d'une véritable volonté politique de rééquilibrer les territoires et redynamiser les zones rurales ainsi que certains quartiers tout aussi enclavés.

Nous jugeons indispensable d'assurer que l'ensemble des citoyen.ne.s de la région, indépendamment de leur lieu de résidence, puissent bénéficier de services de qualité et de proximité dans leur quotidien.

Cette volonté implique un développement équitable des territoires en termes d'accès aux soins, aux services sociaux et publics, à l'enseignement et la formation, à l'emploi, au logement, à la mobilité, ainsi qu'à la couverture numérique. Redynamiser l'économie des zones enclavées ferait aussi revivre des activités sportives et culturelles diversifiées qui y deviennent de plus en plus rares.

Cela permettra de recréer de réels bassins de vie sur le territoire, permettant une meilleure répartition des richesses, tout en réduisant les déplacements et donc favorisant des modes de vie bas carbone.

Cependant, il nous semble également primordial d'avoir le choix de nos modes de déplacements. Il apparaît essentiel d'assurer un renforcement des transports et leurs interconnexions au sein et vers les zones les plus mal desservies. Nous souhaitons pouvoir nous déplacer plus facilement et en transports en commun au quotidien sur l'ensemble du territoire. Pour cela, il est nécessaire d'adapter les transports en commun aux nouveaux modes de mobilité.

Enfin, pour assurer cet objectif de justice territoriale, un vrai rééquilibrage du budget entre milieu urbain et milieu rural est nécessaire.

Cette dynamisation des zones rurales doit être accompagnée d'une préservation et d'une valorisation de nos spécificités locales. Nos territoires sont riches et particuliers. Ils méritent d'être redynamisés et sauvegardés. **Le développement territorial ne doit pas se faire au détriment de l'identité de notre territoire et de sa diversité.**

#### Opinions différentes :

2 personnes expriment que l'utilisation du terme “avoir le choix” en lien avec les modes de déplacement est en contradiction avec un mode de vie bas carbone.

1 personne souhaite ajouter une mention : « maintenir / arrêter de supprimer les services publics de proximité : école, poste ... »

#### Demandes de reformulations / précisions :

1 personne questionne la notion de “répartition des richesses”

1 personne estime que la phrase “Redynamiser l'économie des zones enclavées ferait aussi revivre des activités sportives et culturelles diversifiées qui y deviennent de plus en plus rares” n'est pas assez précise/claire.

#### E. Confiance en l'action publique

La transparence est nécessaire pour établir la confiance en l'action publique. En d'autres termes, nous pensons qu'il faut fournir aux citoyen.ne.s, via de la communication, une information:



- exhaustive : il est important que toute l'information soit publique et que toutes les alternatives soient présentées de façon objective ;
- accessible : il est important que l'information soit compréhensible par tou.te.s.

Au-delà de la transparence, nous attendons du plan de transformation qu'il :

- soit réel et visible ;
- concilie démocratie représentative et participative ;
- valorise toutes les initiatives qui existent déjà ;
- mette en œuvre toutes les conditions pour que les personnes qui souhaitent s'impliquer et s'engager parviennent à réellement participer à l'action publique.

Il nous semble que la confiance en l'action publique passe aussi par la capacité directe à proposer et à voter des actions à mener dans l'intérêt des citoyen.ne.s sur le territoire régional.

Il s'agit également d'associer les citoyen.ne.s au contrôle de leur mise en œuvre, dans le cadre d'une véritable responsabilité partagée entre les institutions et les citoyen.ne.s. Les citoyen.ne.s doivent donc être en capacité d'intervenir s'ils estiment que les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Enfin, renforcer la confiance en l'action publique nécessite de **simplifier les démarches administratives** et de privilégier un accès aussi direct que possible à ceux qui prennent les décisions. Il faut moins d'intermédiaires et associer l'ensemble des parties prenantes (citoyen.ne.s, acteur.rice.s de terrain, services de la Région, autres organismes publics et privés concernés). En outre, il est essentiel de s'identifier à eux et elles et de créer une proximité entre élu.e.s et citoyen.ne.s. Pour cela, il importe qu'ils soient disponibles tout au long du mandat, et pas seulement au moment de l'élection.

#### Opinions différentes :

10 personnes souhaitent supprimer la phrase "les citoyen.ne.s doivent donc être en capacité d'intervenir s'ils estiment que les résultats ne sont pas au rendez-vous", car elles estiment que c'est de l'ingérence, la confiance se fait des deux côtés

3 personnes souhaitent enlever la mention « seulement au moment de l'élection » car elles estiment que cela ne concerne pas tous les élus et que c'est trop provocateur

1 personne pense qu'il est plus important d'avoir une information « synthétique » qu'exhaustive.

1 personne souhaite ajouter qu'il faut « intégrer dans les instances décisionnaires de la Région des représentants tirés au sort parmi les citoyens à juste égalité d'un élu »

#### Demandes de reformulation ou de précisions :

1 personne souhaite remplacer "citoyen.ne.s" par "représentation citoyenne" dans la phrase "en capacité d'intervenir s'ils estiment que les résultats ne sont pas au rendez-vous."

1 personne souhaite ajouter au dernier paragraphe "les élus doivent aussi démontrer d'un courage politique, afin de relayer les attentes citoyennes au-delà de leur champ de compétence, auprès des interlocuteurs institutionnels concernés"

\*\*\*

## II. Nos préconisations

En réponse à ces attentes, nous préconisons :

- **des priorités** pour le plan de transformation et de développement régional sur chacun des domaines d'intervention du Conseil régional (A)
- **un ensemble plus large de propositions** à l'intention du Conseil régional (B)
- enfin, **des propositions complémentaires** sur lesquelles nous souhaitons attirer l'attention de la Région parce qu'elles ont fait débat, ou que nous demandons à la Région de relayer auprès des administrations plus directement compétentes (Etat, conseils départementaux, communes, etc.) (C).

### A. Priorités pour le Plan de transformation et de développement

Ces priorités couvrent l'ensemble des domaines d'intervention du Conseil régional et peuvent correspondre à une ou plusieurs propositions de la liste figurant en partie 2. Elles sont classées par thématique, puis selon l'importance que les membres de la Convention leur ont accordée.

#### 1/ Agriculture et alimentation

<b>Aider les agriculteurs à commercialiser leurs produits en circuit court afin de favoriser l'accès aux produits sains et locaux</b>	
<i>Description</i>	Mettre en place des espaces communs à tous les agriculteurs pour la vente directe
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Il s'agit d'une urgence de santé publique.
<i>Demandes de reformulation</i>	3 personnes souhaitent ajouter la notion de coûts accessibles / abordables / équilibrés dans l'intitulé de la mesure. 1 personne souhaite préciser la proposition avec des exemples (distributeur automatique, panier GAP, etc.)
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne estime que cette proposition ne devrait pas être une priorité

N° correspondants : 7, 9, 12, 10, 11 et 16

<b>Favoriser les circuits courts pour une alimentation saine dans les cantines scolaires sollicitant l'économie locale</b>	
<i>Description</i>	Proposer des aliments sains en privilégiant les produits locaux
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Il y va de la santé de nos enfants. L'apprentissage du goût et de la qualité.
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité fusionner cette proposition avec la précédente.
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 1, 2 et 3

<b>Réduire jusqu'à l'interdiction les traitements chimiques</b>	
<i>Description</i>	<p>Limiter les pesticides et faciliter l'exploitation durable des terrains dans l'agriculture.</p> <p>Informers sur les besoins alimentaires et une nutrition saine en adéquation avec les productions locales de qualité.</p> <p>Informers sur l'action des pesticides et des perturbateurs endocriniens sur la santé.</p>
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	<p>Protection de la santé des gens et du sol</p> <p>Information sur la nocivité des produits chimiques et des perturbateurs</p>
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité ajouter « et lutter contre les OGM »
<i>Opinions différentes :</i>	16 personnes estiment qu'il ne faut pas aller jusqu'à l'interdiction et qu'il faut privilégier des formulations plus modérées (incitations, réduire au maximum, etc.)

N° correspondants : 238, 25 et 17

<b>Favoriser les pratiques agricoles permettant une meilleure adaptation au changement climatique</b>	
<i>Description</i>	<p>Orienter les financements vers la mise en place des cultures adaptées à la sécheresse.</p> <p>Sensibiliser/informer sur les pratiques permettant d'économiser l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travail du sol superficiel</li> <li>- Irrigation localisée</li> <li>- Couverts végétaux</li> <li>- Agriculture raisonnée</li> </ul> <p>Adapter les cultures aux besoins des territoires</p>
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Accélération du changement climatique
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité préciser ce que veut dire « adapter les cultures aux besoins des territoires »
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne estime que cette proposition ne devrait pas être une priorité (et retirer notamment le « travail du sol superficiel »)

N° correspondants : 26, 27

<b>Accompagner les nouvelles installations agricoles sur les aspects fonciers et techniques</b>	
<i>Description</i>	<p>Subventionner ou aider l'achat de terrains agricoles, avec des conditions (ex : circuits courts, agriculture bio ou raisonnée)</p> <p>Mettre en place des prêts à taux zéro</p> <p>Accompagner administrativement et soutenir les démarches auprès des banques</p> <p>Accorder un emplacement dans les marchés aux agriculteurs récemment installés</p> <p>Apporter des garanties aux cédants</p> <p>Soutien à la mise en place de la production : garantir un salaire, mettre en place un tutorat cédant/acquéreur</p> <p>Viabiliser pour l'habitation les terrains agricoles</p>
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Il y a urgence à soutenir, valoriser, pérenniser une agriculture paysanne et respectueuse de l'environnement.
<i>Demandes de reformulation</i>	<p>1 personne aurait souhaité cibler la proposition sur les installations agricoles « à taille humaine »</p> <p>1 personne souhaite compléter la description : « Favoriser les ceintures vertes vivrières autour des agglomérations pour permettre des circuits courts »</p>

<i>Opinions différentes :</i>	5 personnes estiment qu'il faut enlever "Viabiliser pour l'habitation les terrains agricoles"
-------------------------------	---

N° correspondants : 13, 14, 15 et 34

<b>Encourager le développement de l'agriculture biologique par le développement d'un réseau de référents et le financement de la conversion vers le bio</b>	
<i>Description</i>	Référencer les agriculteurs bio disponibles et volontaires au niveau de la région et favoriser la mise en relation, entre les agriculteurs bio et non bio. Développer les mécanismes existants.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Volonté des citoyen.ne.s d'accéder à une meilleure alimentation plus accessible financièrement, plus locale et saisonnière
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité ajouter : « protéger les semences anciennes contre le monopole des lobbys de l'agroalimentaire » dans la description »
<i>Opinions différentes :</i>	6 personnes souhaitent remplacer la notion de « biologique » par la notion de "responsable" ou d'« éco-responsable » 2 personnes souhaitent rajouter la notion d'agriculture "raisonnée"

N° correspondants : 5 et 6

## 2/ Aménagement du territoire

<b>Rééquilibrer le développement économique : rééquilibrer partout en Occitanie le développement de l'emploi (services, commerces industrie)</b>	
<i>Description</i>	Appui à la relocalisation des entreprises dans les villes secondaires ou les milieux ruraux par des subventions et aides. Coordonner le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour développer les zones d'activité, en s'attachant à prendre en compte les spécificités locales notamment en coordination avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Développer des espaces de travail partagés « relais entreprises » en proximité des lieux d'habitation.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Parce que donner de l'activité en proximité de chez eux permet de répartir plus équitablement l'emploi, de réduire les déplacements, d'augmenter le bien-être de chacun.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 43, 44, 45, 51, 54

<b>Stopper l'extension des villes qui grignotent les forêts et terres agricoles en revitalisant les centres-bourgs par l'implantation d'emplois locaux (commerces, services y compris santé...)</b>	
<i>Description</i>	Création d'une halle producteurs locaux gérée par la Région dans les centres-bourgs Favoriser la réhabilitation des friches urbaines industrielles et agricoles

	Imposer dans les documents d'urbanisme de « refaire la ville sur la ville » Freiner l'implantation de la grande distribution en périphérie des villes
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Pour améliorer le cadre de vie pour tous et rendre les centres-bourgs attractifs
<i>Demandes de reformulation</i>	20 personnes souhaitent inverser le sens de la phrase : "Revitaliser les centres-bourgs par l'implantation d'emplois locaux et limiter ainsi l'extension des villes au détriment des forêts et terres agricoles" 1 personne estime qu'il y a un paradoxe dans cette proposition entre la volonté de renforcer les zones moins peuplées et les contraintes illustrées dans la population pour développer par ex des logements
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 40, 37, 39, 36, 50

### 3/ Citoyenneté, démocratie, service public

<b>Simplifier les démarches administratives et les rendre plus accessibles, avec entre autres un langage plus simple et plus compréhensible</b>	
<i>Description</i>	Vulgariser le discours administratif : la simplification permettrait à tout citoyen.ne d'accéder à l'information et aux aides de la région
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Améliorer le bien-être Renforcer l'égalité des citoyen.ne.s Faciliter l'accès aux droits Rendre plus transparentes les actions et les décisions
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite compléter la proposition : « simplifier également les conditions d'accès »
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 277 et 73

<b>Enseigner à tous dès la jeunesse une pratique citoyenne éclairée, critique et participative</b>	
<i>Description</i>	La Région peut appliquer cette décision, dans le cadre de la politique de la ville, avec d'autres partenaires.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Sensibiliser dès le plus jeune âge à la vie démocratique. Réconcilier la jeunesse avec la vie citoyenne. Rétablir la confiance.
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite préciser « dès la primaire » 1 personne souhaite ajouter « La Région peut appliquer cette décision en collaboration avec l'Education nationale et les autres collectivités territoriales. » 1 personne estime qu'il faut préciser où et comment cela se ferait.
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 81, 61, 267 et 244

<b>Organiser un contrôle citoyen pour suivre la mise en œuvre des propositions de la convention ainsi que de l'action publique et en rendre compte</b>	
<i>Description</i>	Participation ; contrôle du respect de la volonté citoyenne par la pérennisation d'instances participatives au regard des instances existantes (implique des adaptations possibles). Contrôle des conflits d'intérêts, et de la décision à la mise en œuvre.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	C'est le cœur de la participation citoyenne
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite ajouter « organiser un contrôle par un collectif citoyen légitime ». 1 personne souhaite ajouter « Faire un compte rendu régulier de la prise en compte des propositions à chacun des membres de la convention » 1 personne souhaite ajouter « La création d'un collectif citoyen issu de la convention permettra le suivi. » 1 personne souhaite ajouter « Engagement de la Région à soumettre à référendum local tout projet de nature à engager l'intérêt général et donc ce plan de transformation ».
<i>Opinions différentes :</i>	11 personnes estiment que la mesure ne devrait pas figurer parmi les priorités

N° correspondants : 62, 64, 69 et 271

#### 4/ Culture et sports

<b>Mettre en place davantage de pôles culturels dans les établissements scolaires</b>	
<i>Description</i>	Créer des résidences artistiques dans les établissements scolaires Avoir un.e responsable culturel.le dans l'établissement pour faciliter les échanges entre élèves – administration – artistes Le pôle contacte les artistes et associations en lien avec le programme.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Constat général d'un manque de dimension culturelle à l'école Favoriser les échanges entre les élèves et les artistes Améliorer rapidement la qualité des interventions
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité que la mesure ne se limite pas aux établissements scolaires.
<i>Opinions différentes :</i>	3 personnes souhaitent positionner cette mesure dans la thématique « Education »

N° correspondants : 87, 86, 88, 262 et 235

<b>Réanimer les structures culturelles dans le milieu rural et/ou développer des villages artistiques (villages favorisant les expressions et activités artistiques, avec des espaces dédiés aux artistes)</b>	
<i>Description</i>	Faire évoluer positivement les financements des petites salles en milieu rural Créer des espaces partagés dans les ruralités dédiées aux artistes pour favoriser les échanges et les créations
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Valoriser la culture dans le milieu rural à la suite de la crise sanitaire

<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité que la proposition ne se limite pas au milieu rural.
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 85 et 84

## 5/ Développement économique et tourisme

<b>Renforcer les soutiens à la création et à la pérennité des micro-entreprises et petites entreprises (zones rurales et péri-urbaines en particulier)</b>	
<i>Description</i>	Réhabilitation et/ou mise à disposition de locaux existants non utilisés Aides financières à la création d'entreprise Aide à l'achat de matériel Création de zones franches, de zones artisanales dans des bassins de vie où il y a besoin de redynamisation Réhabiliter des friches commerciales et industrielles
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Création d'emplois Valorisation du savoir-faire local Endiguer l'exode rural
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 91, 93, 97 et 101

<b>Relocaliser (faire revenir sur le territoire) la production de produits aujourd'hui importés (notamment avec des activités d'économie sociale et solidaire)</b>	
<i>Description</i>	Compensation du surcoût de production en Occitanie Aide au recrutement Aide administrative Créer un label « fait en Occitanie » (ou étendre le label Sud de France au-delà de l'alimentaire)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	De l'emploi local La valorisation du territoire
<i>Demandes de reformulation</i>	2 personnes estiment que « l'on ne peut pas mettre sous perfusion l'économie » 1 personne aurait souhaité ajouter « et ne plus importer ce qui est produit ici »
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 92, 95 et 98

<b>Développer le tourisme en milieu rural</b>	
<i>Description</i>	Développer l'hébergement touristique Meilleure promotion de l'offre touristique par le biais du comité régional du tourisme Faire gagner des séjours touristiques en milieu rural d'Occitanie

	Proposer des réductions aux habitants d'Occitanie pour visiter des lieux touristiques ruraux d'Occitanie Faire gagner des entrées dans ces sites en échange de services d'intérêt général (ex. : ramassage de déchets)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Maintenir l'activité économique Meilleure attractivité de la région en milieu rural
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité reformuler : « développer toute l'année le tourisme en milieu rural en préservant le territoire (nature et bâtiments)
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment qu'il ne faut pas le faire que dans le milieu rural et qu'il ne faut pas envahir la ruralité. 2 personnes estiment que la mesure ne devrait pas figurer parmi les priorités (déjà en place)

N° correspondants : 234

<b>Aménagement de l'accès aux lieux touristiques</b>	
<i>Description</i>	Recensement des lieux pauvres en infrastructures Aménagement de places de parking Création de sanitaires (de préférence toilettes sèches) Mise en place de poubelles de tri sélectif Amélioration de la signalisation
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Garantir la praticité des accès : c'est un bien collectif Impact environnemental Canaliser l'afflux de visiteurs en les répartissant sur différents sites
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne précise qu'aménager ne doit pas signifier bétoniser.
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne estime que la mesure ne devrait pas figurer parmi les priorités (pas d'accord, ça dénature les sites touristiques) 1 personne estime qu'il faudrait limiter la proposition aux « sites touristiques naturels » car les autres sites sont déjà aménagés 1 personne estime qu'il faudrait intituler la proposition « Eco-aménagement » car il ne s'agit pas d'artificialiser encore plus.

N° correspondants : 233

## 6/ Emploi formation

<b>Inciter les entreprises à embaucher les jeunes diplômés</b>	
<i>Description</i>	Mettre en place des aides financières conditionnées aux entreprises
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Les jeunes ont beaucoup de mal à s'insérer sur le marché du travail. Le manque d'expérience constitue un frein à l'embauche.
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité ajouter « favoriser et développer l'apprentissage »
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que la mesure ne devrait pas figurer parmi les priorités : il faudrait embaucher tout le monde, pas que les jeunes. 4 personnes estiment qu'il faudrait ajouter les seniors, les personnes en reconversion et les personnes en situation de handicap.

N° correspondants : 106



<b>Aider à la formation aux nouveaux métiers sur les énergies renouvelables</b>	
<i>Description</i>	Ouvrir plus de formations dans les chambres de métier, centres d'apprentissage (pas que pour les jeunes, à tout âge)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Insertion professionnelle Filière d'avenir Être plus performant dans les nouvelles énergies
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne s'interroge : est-ce qu'il y a le besoin ? une demande ? 1 personne estime qu'il faudrait généraliser cette proposition aux métiers de la transition écologique.

N° correspondants : 108

<b>Sensibiliser et informer dès le plus jeune âge aux formations/métiers (pénuriques, méconnus, dévalorisés) à travers des communications/immersions en entreprise</b>	
<i>Description</i>	Proposer des outils d'information variés sur des métiers en déficit de main d'œuvre.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Valoriser les jeunes qui empruntent ces filières avant qu'ils ne décrochent. Résorber l'écart entre l'offre et la demande dans certains secteurs en tension. Redécouvrir certains métiers méconnus.
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité reformuler « Sensibiliser et informer dès que possible »
<i>Opinions différentes :</i>	16 personnes estiment qu'il faudrait supprimer la mention « dès le plus jeune âge » et parler plutôt du collègue

N° correspondants : 104 et 111

<b>Favoriser les migrations / la mobilité des personnes à la recherche d'emplois vers des départements / villes qui embauchent</b>	
<i>Description</i>	Recensement des secteurs d'activités et villes ou départements en pénurie de main d'œuvre. Vérifier les capacités d'accueil dans les zones concernées. Mettre en commun cette étude avec le département et proposer aux demandeurs d'emploi.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Socialement importante. Favorise l'économie.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	6 personnes estiment qu'il faudrait remplacer « les migrations » par « l'information » (en l'état, ce n'est pas cohérent avec le développement de la ruralité et risquerait de déséquilibrer le territoire) 1 personne estime qu'il faudrait remplacer « migrations » par le « vivre au pays »

N° correspondants : 255

<b>Présenter tous les métiers (formations et leurs débouchés) à la chambre de métiers départementale</b>
--

<i>Description</i>	Permettre aux jeunes de connaître voire d'apprendre tous les métiers dans leur département, afin de ne pas les délocaliser de leur foyer. S'assurer que la présentation des métiers est bien actualisée. Accompagner l'accessibilité aux formations.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Faciliter la formation professionnelle des jeunes. Comblent le déficit de main d'œuvre dans les métiers manuels et artisanaux.
<i>Demandes de reformulation</i>	10 personnes auraient souhaité revoir la mesure : « proposer des métiers adaptés à la réalité de l'emploi local à la chambre des métiers départementale ».
<i>Opinions différentes :</i>	4 personnes estiment que la mesure n'est pas applicable.

N° correspondants : 109

## 7/ Energie

<b>Subventionner des projets de production d'énergies renouvelables (communes et particuliers)</b>	
<i>Description</i>	Toutes les nouvelles constructions liées à la Région doivent être réalisées dans le but d'être autosuffisantes en énergie. Il faut aussi favoriser les projets collectifs et individuels de production, sans avoir besoin de le réinjecter dans le réseau (projets citoyens par exemple)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Diminuer la facture énergétique et améliorer l'impact environnemental (pour tous les territoires, notamment les zones rurales)
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 124

<b>Inciter à la réhabilitation énergétique des bâtiments publics et privés</b>	
<i>Description</i>	Rénovation des bâtiments publics, mise aux normes, meilleure isolation
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Améliorer la qualité de vie à la maison et au travail
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 126 et 127

<b>Mieux subventionner l'isolation des logements à base de matériaux non polluants</b>	
<i>Description</i>	Prise en compte dans les cahiers des charges des dispositifs d'appui et d'intervention de la Région
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Favoriser les productions locales de matériaux isolants ; promouvoir un mode de vie plus écologique ; créer des nouveaux débouchés économiques
<i>Demandes de reformulation</i>	

<i>Opinions différentes :</i>	
-------------------------------	--

N° correspondants : 123

<b>Conditionner le renforcement des aides à l'isolation et à la rénovation thermique à des contrôles plus importants</b>	
<i>Description</i>	Renforcer l'utilisation des labels et assurer un meilleur suivi afin de contrôler le respect des normes fixées par ces labels (mais non exclusivement) ; lutter contre l'escroquerie et les abus de faiblesse
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Diminuer la précarité énergétique, apporter plus de confort à l'habitat, réaliser des économies, valoriser le tissu économique local
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 120 et 131

<b>Compléter les dispositifs nationaux de réhabilitation énergétique des copropriétés, à l'adresse en particulier des populations les plus modestes</b>	
<i>Description</i>	S'appuyer sur les syndicats en tant que relais ; l'action de la Région doit s'inscrire dans un partenariat avec des acteurs locaux spécialisés et en complémentarité avec le dispositif Macron
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Double avantage écologique et social pour les propriétaires et locataires modestes ; revalorisation de certains quartiers ; intérêt pour la salubrité et la santé
<i>Demandes de reformulation</i>	10 personnes estiment que la formulation n'est pas compréhensible en l'état. 10 personnes souhaitent retirer « à l'adresse en particulier des populations les plus modestes » car cela leur semble redondant avec la description.
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que cette proposition devrait intégrer les bailleurs sociaux.

N° correspondants : 122

## 8/ Enseignement et éducation

<b>Inclure dans les collèges ou pendant la scolarité l'apprentissage des premiers secours et le systématiser</b>	
<i>Description</i>	Apporter de l'aide, secours, voire sauver une vie
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Connaissance supplémentaire, utile pour les enfants et ainsi les valoriser et leur donner confiance.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que cette mesure n'est pas prioritaire 1 personne estime que cette mesure devrait être dans les thématiques santé ou formation

N° correspondants : 142

<b>Repérer les jeunes en risque de décrochage scolaire et favoriser leur mise en relation avec les professionnels</b>	
<i>Description</i>	Mise en relation entre professionnels et stagiaires, apprentis, etc. pour les jeunes en décrochage scolaire/en recherche d'orientation Repérage des jeunes avant le décrochage
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Eviter aux jeunes le décrochage scolaire et les aider à trouver leur orientation
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que les stagiaires et alternant.e.s sont déjà en contact avec des professionnels 2 personnes estiment que cette proposition devrait être classée dans la thématique emploi et formation plutôt qu'Enseignement et éducation

N° correspondants : 257

<b>Développer des groupes de soutien scolaire pour les élèves et étudiants animés par des intervenants (professionnels de tous secteurs), y compris dans les zones sensibles</b>	
<i>Description</i>	Mettre en relation des professionnels avec des élèves, étudiants ou personnes en formation au travers d'une association, peu importe le secteur professionnel
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Pour permettre une meilleure réussite scolaire, renforcer l'égalité des chances Assurer une même formation pour tous peu importe la classe sociale
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 140

## 9/ Environnement

<b>Mettre en place des actions et sensibiliser les enfants, dès le plus jeune âge, à la pollution et au tri des déchets</b>	
<i>Description</i>	Actions pédagogiques en faveur du tri et du recyclage envers la jeunesse (école et maison). Equiper toutes les classes de poubelles de tri sélectif.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Préservation de l'environnement Education Propreté, limiter les décharges sauvages Economie d'argent, de temps
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 157 et 152

<b>Renforcer la protection et le nettoyage du littoral, des plages et des abords des cours d'eau</b>
--

<i>Description</i>	Sensibiliser les citoyen.ne.s à la pollution des littoraux Organiser des journées de nettoyage plus fréquemment Renforcement des digues Plus d'aménagements pour les déchets (poubelles de recyclage) Mise en place de cendriers réutilisables
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Prévenir la montée des eaux Esthétique, limiter la pollution Responsabiliser les gens de la pollution qu'ils génèrent
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 164

<b>Inciter / valoriser la production d'énergies renouvelables à l'échelle locale via des collectifs de citoyen.ne.s (financement participatif)</b>	
<i>Description</i>	Subventions plus nombreuses pour les projets citoyens en faveur de l'indépendance énergétique en montant des projets participatifs de production d'énergies renouvelables (centrales solaires, etc.)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Ecologie, production d'énergie propre, encourager initiatives citoyennes, consommer de l'électricité locale
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	3 personnes proposent d'intégrer la notion de financement participatif dans la description 1 personne aurait souhaité classer cette proposition dans la rubrique « Energie ».

N° correspondants : 177

<b>Mettre en place une cogestion plus responsable de la faune et de la flore</b>	
<i>Description</i>	Accélérer le changement vers l'agriculture agro-écologique et raisonnée (subventions) Aider les agriculteurs à la démarche administrative et aides financières lors de l'installation et/ou la transition vers un élevage responsable Lutter contre la maltraitance animale (abattoirs, cirques, etc.) L'élevage en batterie ou intensif L'agriculture intensive et l'épuisement des sols à proscrire Plus de formations et d'informations
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Qualité de la nourriture Respect de la vie animale (loi sur la sensibilité animale) Appauvrissement des sols et impossibilité de cultiver dans le futur
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne aurait souhaité ajouter « Favoriser la polyculture et l'élevage de proximité pour » avant « Lutter contre la maltraitance animale ».
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 161

<b>Favoriser l'achat d'occasion et le réemploi, la réparation d'objets</b>	
<i>Description</i>	Subventionner des associations qui réparent ou qui aident à réparer les objets de seconde main Augmenter l'écotaxe sur le neuf pour augmenter ces subventions ET baisser l'écotaxe pour les objets de seconde main
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Impact environnemental Budget des familles Créateur d'emplois
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes ne sont pas d'accord avec l'augmentation de l'écotaxe

N° correspondants : 154

<b>Proposer à différents publics (par exemple : détenus, demandeurs d'emploi, en situation d'exclusion) de dépolluer, nettoyer et entretenir les sites naturels et les villes contre des services ou une indemnisation</b>	
<i>Description</i>	Nettoyer bois et forêts pour récupérer du bois de chauffage pour les plus démunis /Nettoyage des places, sites naturels ... en échange d'indemnisation, de services ... (exemple : services gratuits en prison pour les détenus)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Aide à la réinsertion Propreté des villes, des sites naturels Economies sur main d'œuvre qui nettoie habituellement (personnel municipal notamment)
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite préciser « détenus en fin de peine ». 1 personne souhaite remplacer le terme « détenus » par « personnes avec des injonctions de justice » (les détenus ne peuvent sortir de prison). 1 personne propose de remplacer « à différents publics (...) » par « en favorisant les publics fragiles ». 1 personne propose de s'appuyer sur les moyens des militaires pour nettoyer les sites naturels difficiles d'accès. 1 personne souhaite ajouter dans la description « L'inclure dans le service citoyen / civique ».
<i>Opinions différentes :</i>	7 personnes estiment qu'il ne faut pas cibler sur certains publics (cf. ceux identifiés dans la parenthèse), et qu'il faut le remplacer par "les citoyen.ne.s" ; il ne faut ni stigmatiser des publics ni donner l'impression que ces tâches sont ingrates et les proposer à tous. 1 personne souhaite ajouter la notion de public « volontaire » 1 personne estime que la proposition n'est pas prioritaire

N° correspondants : 183

## 10/ Habitat

<b>Revoir les critères d'attribution des logements sociaux</b>	
<i>Description</i>	Critères locataires plus justes et au cas par cas Critères identiques pour tous les bailleurs et plus de contrôles

	Adapter l'étude des revenus Mettre en place des quotas
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Traduit un malaise à l'origine d'un mal être Nécessité de revoir les seuils et d'effectuer des contrôles pour être plus équitable Nécessité absolue de contrôles efficaces sur les logements sociaux
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite nuancer l'intitulé de la proposition en remplaçant « revoir » par « mieux gérer » 1 personne souhaite préciser la notion de « quota »
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne estime que cette proposition ne devrait pas figurer dans les priorités (ce n'est pas une compétence de la Région)

N° correspondants : 185

<b>Favoriser l'accès au logement aux célibataires en CDD ou autres</b>	
<i>Description</i>	La Région se porte garante Système d'aide au paiement en cas de difficultés Contrat tripartite (bailleur, locataire, Région) Elargir aux familles monoparentales, travailleurs précaires, étudiants, personnes en situation de précarité, entrepreneurs
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Aide à la jeunesse Combattre les discriminations à l'attribution des logements en location
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite rajouter « et proposer des logements d'urgence temporaires le temps de la précarité » 1 personne souhaite supprimer la mention « autres » qui est trop imprécise
<i>Opinions différentes :</i>	23 personnes estiment que la proposition est trop restrictive et estiment qu'elle ne devrait pas cibler que les célibataires. Elles proposent d'élargir les publics : « aux personnes en CDD », « aux personnes en situation précaire » ou « contrats précaires », « à la classe moyenne » ou encore de ne pas préciser pour quel public. 1 personne souhaite reformuler « Favoriser l'accès au logement dans le domaine privé »

N° correspondants : 191

<b>Subventionner les puits de carbone administrés de manière durable dans les bâtiments</b>	
<i>Description</i>	Administrer pour qualifier et rendre durable les bâtiments construits en bois (car puits de carbone pour 100 ans)
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Diminue la pollution Incite à la reforestation Recyclage Filières bois locales (exploitation) Fixation du carbone
<i>Demandes de reformulation</i>	9 personnes ne comprennent pas la proposition
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 261

## 11/ Mobilités, transport

<b>Augmenter et coordonner les moyens de mobilité de la Région</b>	
<i>Description</i>	Mieux desservir les villes moyennes et les villages. Coordonner les horaires entre les différents modes de transport. Favoriser les plateformes multimodales. Développer une application identifiant les interconnexions entre les différents modes de transport à l'échelle de la Région.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Bien-être car plus facile pour les usagers de se déplacer à travers la Région. Mieux informer sur les alternatives écologiques en matière de transport.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 205, 209, 203 et 42

<b>Prioriser le fret par voie ferroviaire</b>	
<i>Description</i>	Augmenter le nombre de lignes mixtes grande vitesse (personnes et fret). Valoriser l'offre « fer/camion » auprès des entreprises. Favoriser le groupage d'entreprises différentes.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Plus écologique en réduisant le trafic routier Fluidifier le trafic routier (désengorgement) Réduire l'usure du réseau routier Sécurité du réseau routier
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que cette proposition ne devrait pas figurer parmi les priorités (cela fait 20 ans que cela ne marche pas)

N° correspondants : 199

<b>Remettre en circulation les petites lignes de chemin de fer (transport de personnes et de marchandises)</b>	
<i>Description</i>	Réhabiliter des lignes désaffectées en zone rurale. Remettre à niveau les lignes existantes. Assurer le transport de voyageurs et de marchandises.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Plus écologique que le routier Désenclavement Sécurité du transport Confort du voyage Plus grande capacité de transport
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que cette proposition ne devrait pas figurer parmi les priorités (pas rentable, trop peu de personnes)

N° correspondants : 202

<b>Favoriser le covoiturage au sein des entreprises</b>
---



<i>Description</i>	Favoriser les concertations entre entreprises pour faire émerger du covoiturage généralisé.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Economiquement intéressant pour les usagers Désengorger le réseau routier Favoriser le lien social Plus écologique que les transports individuels
<i>Demandes de reformulation</i>	1 personne souhaite remplacer « au sein des entreprises » par « dans certaines zones » 1 personne souhaite remplacer « au sein » par « entre »
<i>Opinions différentes :</i>	3 personnes estiment que la proposition ne devrait pas figurer parmi les priorités (la Région ne peut rien faire / cela ne sert à rien)

N° correspondants : 195

<b>Favoriser l'accès des vélos et autres transports doux dans les transports en commun</b>	
<i>Description</i>	Augmenter la capacité d'accueil des vélos dans les TER Prévoir des remorques aux bus
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Favoriser les modes de déplacement doux Favoriser la complémentarité des modes de transport
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 243

## 12/ Solidarités, santé

<b>Favoriser l'implantation du secteur médical dans les zones de déserts médicaux</b>	
<i>Description</i>	Lorsqu'un médecin s'installe dans un désert médical, il peut bénéficier d'une prime/bourse supplémentaire. Accompagner les communes et intercommunalités par des aides financières pour la création de pôles de santé pluridisciplinaires.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Le bien-être passe d'abord par la santé. Accès à la santé est un droit pour tous.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 216, 217, 218, 219 et 253

<b>Faciliter les déplacements des personnes en situation de handicap en intensifiant et accélérant les aménagements des espaces publics</b>	
<i>Description</i>	Mise en place de toilettes dans les espaces publics, réaménagement adapté pour les PMR dans l'espace urbain.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Les personnes en situation de handicap peuvent accéder à tout, leur faciliter la vie.

<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 214

<b>Développer les projets intergénérationnels et solidaires</b>	
<i>Description</i>	Jardins partagés, art et culture, développement durable, transmission de l'histoire, aide aux devoirs... Informer sur ce qui existe déjà, donner la possibilité de créer ces lieux là où il n'y en a pas. Une sorte de lieu intergénérationnel pourrait être mis en lien avec différents établissements (par exemple une école qui se déplace dans une maison de retraite et vice-versa pour faire des activités de partage : cuisine, lecture, jardinage, spectacles, ...) Créer une plateforme régionale qui met en lien les personnes isolées avec les jeunes de 16 à 26 ans dans le cadre d'une volonté partagée (non obligatoire). Mettre en place des avantages pour les jeunes (tarifs trains, tickets restaurants, logement chez la personne, etc.) en échange d'un temps de convivialité avec la personne âgée (temps de lecture, promenade, jeux, etc.). Un tuteur doit suivre que tout se passe bien dans le binôme (surveiller les dérives : ne doit pas remplacer une aide à domicile).
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Développer la solidarité, la justice sociale. Assurer le bien-être des personnes âgées + aide à la santé mentale (des plus âgés et développement de l'enfant).
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 219

<b>Prévenir et lutter contre les discriminations professionnelles et scolaires</b>	
<i>Description</i>	Sanctionner les entreprises qui discriminent (sanctions financières : paie de charges dont charges patronales en plus, ou baisse des aides). Rendre les dossiers anonymes pour supprimer les discriminations (genrées, raciales).
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Egalité des chances. Bien-être au travail et à l'école.
<i>Demandes de reformulation</i>	10 personnes proposent d'ouvrir la proposition en changeant l'intitulé « Prévenir et lutter contre toutes les discriminations et dans tous les milieux »
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 228

<b>Améliorer la prise en charge des SDF grâce à une plus grande implication de la Région et en renforçant les aides financières aux personnes en très grande précarité</b>	
<i>Description</i>	Ex : aide financière au logement, davantage de places dans les centres d'hébergement, limitation du mobilier anti-SDF

	<p>Permettre aux sans-abris d'avoir un studio social équipé et pas un logement d'urgence.</p> <p>Favoriser/faciliter l'accès au logement (achat de logements par la mairie, utilisation du choix de préemption par les mairies) : faire la même chose au niveau régional (réhabiliter des logements pour les mettre à disposition des personnes précaires).</p> <p><b>Apporter plus d'aides financières aux associations qui accompagnent les SDF.</b></p> <p>Organiser des ateliers de réinsertion.</p> <p>Apporter plus de protection hygiénique et de contraception aux femmes SDF.</p> <p>Anticiper la plus grande précarité pour mieux réagir dans l'urgence au lieu de réfléchir à M-3, -1.</p> <p>Créer un numéro vert qui permettrait d'appeler le Conseil régional quand on est en situation de grande précarité.</p> <p>Favoriser l'accès au micro-crédit mis en place par la Région sans taux d'intérêt.</p> <p>Adapter en fonction du territoire de vie (montagne vs. mer vs. ville) en travaillant avec d'autres partenaires.</p>
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Justice sociale : il y a de plus en plus de SDF, c'est prioritaire. Rien n'est proposé sur le long terme. Bien-être pour leur santé + bien-être social (ce que ça renvoie à la société / de la société)
<i>Demandes de reformulation</i>	12 personnes souhaitent retirer la mention « financières » et remplacer « prise en charge » par « accompagnement »
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 220

<b>Regrouper des services de première nécessité dans des maisons sociales / maisons des citoyens ou un camion itinérant</b>	
<i>Description</i>	<p>Création ou réhabilitation d'un local regroupant des services de première nécessité.</p> <p>Camion itinérant pour proposer des services sociaux, médicaux, bancaires (déplacement d'un banquier pour gérer les dossiers), la Poste (récupérer et envoyer des colis).</p> <p>Produits de première nécessité, services médicaux, services administratifs (la poste, retrait d'argent, banque)</p>
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Beaucoup de personnes n'ont pas accès à internet. Justice territoriale.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	

N° correspondants : 35 A l'origine proposition Aménagement du territoire

<b>Augmenter le nombre de places et de sessions de formation sur le domaine de la santé et en simplifier l'accessibilité</b>	
<i>Description</i>	<p>Permettre à plus de personnes de profiter de l'accès à la formation sur les métiers de la santé.</p> <p>Valoriser les salaires.</p>

<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Utilité publique pour pallier le manque de personnel dans les hôpitaux.
<i>Demandes de reformulation</i>	
<i>Opinions différentes :</i>	1 personne estime que cette proposition ne devrait pas figurer parmi les mesures prioritaires.

N° correspondants : 215

<b>Mettre en place une « tente des glaneurs » dans les marchés de ville et de village pour valoriser les futurs déchets, les redistribuer et ainsi aider les personnes défavorisées</b>	
<i>Description</i>	Une ou plusieurs personnes pourraient gérer la « tente des glaneurs » (collecte, distribution) dans un lieu dédié. Implication des maraîchers (solidarité) et éviter le gaspillage.
<i>Pourquoi est-ce prioritaire ?</i>	Redistribution logique aux personnes en situation de précarité.
<i>Demandes de reformulation</i>	2 personnes demandent de clarifier ce qu'est une tente des glaneurs (par exemple : « lieu où il est possible de récupérer des invendus au lieu de les jeter »)
<i>Opinions différentes :</i>	2 personnes estiment que cette proposition ne devrait pas figurer parmi les mesures prioritaires.

N° correspondants : 287

## B. Liste des propositions de la Convention

Au-delà de ces priorités, nous avons formulé des propositions à l'intention du Conseil régional, lors de notre première session (propositions n°1 à 234) et lors de notre deuxième session (propositions n°235 et suivantes). Elles sont listées ci-dessous et classées par domaine d'intervention : elles comportent tous les commentaires apportés par les membres de la Convention lors de notre session de clôture. Le détail de ces propositions est disponible dans le livret annexé à l'avis citoyen.

N°	Nom de la proposition	Commentaires
<b>AGRICULTURE ET ALIMENTATION</b>		
1	Accélérer l'approvisionnement des cantines en produits locaux et bio cuisinés sur place	
2	Aide pour valoriser les produits locaux notamment dans les cuisines centrales	
3	Favoriser les producteurs régionaux et locaux afin de pénétrer les marchés des cantines scolaires	
4	Accompagner les agriculteurs vers de nouvelles méthodes éco-respectueuses	
5	Développer des agriculteurs bio référents en les finançant pour former la reconversion des autres	
6	Favoriser l'agriculture bio à petite échelle en finançant et accompagnant la reconversion	
7	Aider les agriculteurs pour monter des circuits courts compétitifs	
8	Développer des filières agro-alimentaires complètes (de la production/transformation à la revalorisation des déchets)	
9	Développer un label circuit court et le soutenir (plateforme) pour favoriser l'accès de la population en développant la communication	
10	Favoriser une alimentation saine et locale grâce à la vente directe : mise en place d'une plateforme claire pour répertorier tous les agriculteurs d'Occitanie qui font de la vente directe et mettre à disposition des autres des locaux leur permettant de vendre leurs produits directement	
11	Mettre en place des structures qui facilitent la valorisation et la commercialisation de produits agricoles et locaux	
12	Subventionner la mise en place de circuits courts (distributeurs automatiques, paniers, GAP - <i>Groupement d'achats participatif</i> ) : local et de saison	
13	Création d'une aide financière à l'installation des nouveaux agriculteurs	
14	Faciliter l'installation des jeunes (et nouveaux) agriculteurs en soutenant l'accès au foncier, en particulier pour développer une agriculture raisonnée ou bio en zone rurale, ou du maraîchage en zone périurbaine Soutenir la mise en exploitation : à la fois transmission et reconversion professionnelle vers l'agriculture	

15	Favoriser l'accès aux terrains pour les agriculteurs	
16	Informers et sensibiliser sur la provenance des produits	1 personne souhaite compléter et indiquer la distance entre lieu de production et lieu de vente.
17	Informers sur les différences nutritives et quantités nécessaires inférieures pour nourrir un nombre de gens équivalent entre bio/produits de qualité et production conventionnelle	
18	Permettre plus de visibilité aux produits locaux / bios et pour cela créer des coopératives, des structures privées, des entreprises auto-gérées	
19	Aider les commerçants et producteurs locaux ruraux à se faire connaître pour inciter à la consommation locale	
20	Le marché de ma région : acheter des produits locaux et les vendre en passant par une structure de la région.	
21	Intensifier les subventions pour une agriculture responsable	
22	Interdire le recours aux pesticides générant des perturbations endocriniennes à proximité des habitations	
23	Plus de soutien à l'agriculture biologique par des aides et moins de restrictions qui freinent	
26	Soutenir la transition agricole liée au climat et à la sécheresse	
27	Utiliser des céréales africaines résistantes à la sécheresse : le sorgo (ou soja)	
28	Amener les productions locales en ville	
29	Distribution pour la consommation de produits agricoles non conformes (tordus, piqués etc.)	
30	Financer le renouvellement des tracteurs qui ont plus de 20 ans	
31	Réduire la chasse et les battues	
33	Prime aux agriculteurs pour l'embauche des saisonniers avec une rémunération convenable	
34	Développer l'entraide intergénérationnelle chez les agriculteurs	
238	Information sur l'action des pesticides et des perturbateurs endocriniens sur la santé	
291	Interdire de jeter les invendus des supermarchés et obligation de les donner à des associations	
282	Mieux distribuer la prime PAC (politique agricole commune)	
290	Simplifier et faciliter la transmission des exploitations agricoles : faciliter le transfert de contrats MAE (mesures agro-environnementales)	
<b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		

<b>35</b>	Regrouper des services de première nécessité dans des maisons sociales / maisons des citoyens ou un camion itinérant (pour acheter du café, le pain, chercher son courrier, se faire soigner, retirer de l'argent)	
<b>36</b>	Arrêter les nouvelles constructions de zones d'activité ou d'habitations dans des zones naturelles et utiliser/rentabiliser ce qui existe déjà	
<b>37</b>	Financement par la Région de la revitalisation des centres-bourgs dans tous les domaines	
<b>39</b>	Limiter l'implantation des grandes surfaces et obliger les grandes surfaces à créer des espaces de rue tournés vers la nature	
<b>40</b>	Renforcer / soutenir l'implantation des petits commerces en centre-ville et ailleurs Limiter / arrêter l'implantation des grandes surfaces (pas de nouvelles zones commerciales et reconversion des zones existantes) Revitaliser les centre villes et les petits commerces en réponse au développement des zones d'activités périurbaines	
<b>41</b>	Créer des connexions entre ville et ruralité (rencontres, échanges et associations)	
<b>42</b>	Créer des passerelles entre les grandes villes et les zones rurales en les rendant plus attractives et accessibles	
<b>43</b>	Accompagner et faciliter l'installation en ruralité	
<b>44</b>	Rendre attractive l'installation des entreprises dans les zones rurales	
<b>45</b>	Renforcer l'attractivité des villes secondaires	
<b>46</b>	Rétablir les écoles maternelles/voire primaires dans les villages (pour le retour en campagne).	
<b>47</b>	Développer l'éco-partage de petits ruminants (chèvres, brebis en périphéries des villes) ; éviter le désherbage chimique et réintroduire le vivant en milieu urbain	3 personnes estiment que la proposition est inapplicable hors des petites communes rurales
<b>48</b>	Mixer les quartiers (culture, âge) : éviter le communautarisme dans les quartiers	
<b>49</b>	Développer dans les cités les associations ou créer des endroits pour les aides aux devoirs, pour des activités sportives pour les jeunes et l'éducation à la citoyenneté	
<b>50</b>	Construction de halles de village réservées aux producteurs locaux	
<b>51</b>	Lutter contre les zones blanches en développant et amplifiant le déploiement de la fibre sur le territoire	
<b>54</b>	Rééquilibrer le budget entre les villes et les campagnes	
<b>269</b>	Contribuer à la reconstruction de "ceintures vertes" de production vivrière multiculturelle et autonome dans les collectivités	

273	Contribution accrue à l'entretien des voies DFCl que certaines petites communes possèdent, qui peinent à entretenir de grandes surfaces forestières	
293	Légaliser les habitats légers / réversibles sur les terrains agricoles ou naturels	
<b>CITOYENNETE, DEMOCRATIE, SERVICE PUBLIC</b>		
55	Développer l'implantation territoriale de la Région dans les zones rurales - type maisons de région (MDR)	
56	Répartir équitablement les directions des services publics et des administrations sur le territoire de la région, y compris la santé	
57	Créer un nouveau service à la région qui s'occuperait du bien-être	3 personnes estiment que la proposition rajoute de la bureaucratie sur un domaine difficile et personnel 1 personne s'interroge sur l'utilité de la proposition, notamment dans un contexte où il y a peu de moyens
58	Remettre les services publics en zone rurale	
59	Financer un camion itinérant pour aider les petites communes et les porteurs de projets et encourager et valoriser les initiatives locales "La Région vient chez vous"	
60	Améliorer / institutionnaliser le fonctionnement de la démocratie participative	
61	Créer une application régionale pour consulter les citoyen.ne.s, basée sur les listes électorales	
62	Organisation d'un contrôle citoyen pour vérifier la mise en œuvre des propositions de la Convention et en rendre compte publiquement, tous les ans	
63	Organiser des consultations citoyennes sur certaines questions sensibles avec un suivi de la mise en œuvre	
64	Promouvoir davantage la démocratie participative Inciter / obliger à la concertation citoyenne dans le cadre des projets (et pour la vérification post-projet)	
65	Renforcer l'intérêt porté aux budgets participatifs	
66	Clarifier et faciliter les processus administratifs	
67	Personnaliser les informations des collectivités à destination des citoyen.ne.s : pertinence vis-à-vis de la localité, du statut familial, etc.	
68	Assurer une communication sur les services de la Région adaptée aux populations (simple à comprendre et en différentes langues, langues étrangères incluses)	
69	Favoriser et faciliter l'accès aux informations	
70	Mettre en place un service de communication pour faciliter l'accès à l'information (sur les aides que peuvent percevoir les habitants, sur les alternatives écologiques aux usages du quotidien...)	
71	Organiser des speed-datings entre les habitants et les chargés de mission de la région, des experts	



72	Renforcer la communication de la Région sur ses actions	
73	Simplifier le système administratif et rendre les procédures administratives plus faciles d'accès	
74	Développer l'appui de la Région aux communes rurales et aux élus locaux pour l'aide à la décision et aux financements	
75	Favoriser la transmission des bonnes pratiques entre la Région, les départements et les collectivités : tous thèmes confondus.	
76	Instituer un parcours des élus en début de mandat pour mieux connaître tous les services techniques du Conseil régional et ses partenaires principaux	
77	Intégrer les programmes et objectifs associatifs dans le plan d'action régional	
78	Rendre permanents les "efforts" qui ont émergé à la suite de la Covid-19	
79	Supprimer l'utilisation d'anglicismes dans les politiques régionales	
81	Créer des cours de citoyenneté et de développement de l'esprit critique, de pratiques démocratiques	
292	Constituer un réseau de personnes ressources de la Convention dans chaque département (les personnes tirées au sort sont les ambassadeurs)	
266	Convention citoyenne délibérative à 50% avec les élus sur les grandes orientations budgétaires	
289	Envisager une participation régionale citoyenne après le 3 octobre.	
245	Faire appel à l'emprunt citoyen (crowdfunding) pour financer l'investissement de la région	
259	Faire dialoguer les régions entre elles pour trouver des complémentarités ou des synergies	
244	Intéresser les lycéens à la notion de citoyenneté par le biais des médiations régionales existantes (internet) ou à développer	
247	Mettre en place de nouveaux moyens pour accentuer la sécurité des biens et des personnes en Occitanie	13 personnes ne sont pas à l'aise avec la formulation (proposition orientée politiquement, comportant des risques) 1 personne estime que la vidéosurveillance n'améliore en rien la sécurité réelle des biens et des personnes
277	Mettre en place des ateliers de désintoxication du langage institutionnel et professionnel	
263	Mettre en place un plafonnement des salaires des élus et des fonctionnaires territoriaux incluant les dirigeants des SEM et SPL dans laquelle la Région est majoritaire à 5000€/mois	
267	Modification du code électoral. Assemblée composée à 50% d'élus et 50% de citoyen.ne.s tiré.e.s au sort ou tirage au sort de 50% des listes.	
271	Modifier la composition du CESER en y incluant 50% de citoyen.ne.s tiré.e.s au sort	

248	Rééquilibrer les dépenses et recettes publiques et répartir plus équitablement les dépenses publiques. Que la Région soit maîtresse des actions menées (plutôt que la métropole ou le département) et se réapproprie les services municipaux	
<b>CULTURE ET SPORTS</b>		
82	Aider ou alléger les démarches de demande de subvention dans la culture	1 personne propose la reformulation suivante : « Améliorer l'information sur le domaine de la culture et des aides »
83	Défendre les cultures immatérielles qui composent notre belle région : les groupes traditionnels de danses, musiques et chants doivent être revalorisés, au même titre que les monuments historiques par exemple	
84	Développer des villages artistiques, autour de maisons de la culture pour favoriser les échanges et le développement culturel entre les artistes de la région	
85	Soutenir les petites salles de spectacle en milieu rural	
86	Mettre plus d'intervenants artistiques dans les écoles	
87	Mise en place de pôles culturels dans les établissements scolaires en complément des maisons de la culture existantes	3 personnes souhaitent positionner cette mesure dans la thématique « éducation » 1 personne estime que les propositions regroupées couvrent un domaine trop large et de fait sont mal exprimées. Les domaines concernés sont déjà traités par la Région, mais mal ou insuffisamment.
88	Renforcer les moyens financiers de la Région pour plus d'accessibilité culturelle, afin de pallier les déficiences de l'Education nationale	1 personne souhaite également permettre la reconnaissance des diplômes délivrés à l'étranger.
89	Mettre en place le "reste à charge : zéro" pour les activités sportives des enfants de moins de 18 ans de familles défavorisées	
278	Aider à la mise à disposition de salles en ville pour les répétitions d'artistes (écoles, salle de réunion, salles chez les particuliers...) et faciliter les démarches	
276	Aider les jeunes comédien.ne.s qui sortent de conservatoires régionaux à s'insérer professionnellement dans le milieu du spectacle	
288	Donner plus de moyens aux lieux qui valorisent la langue occitane	
240	Faire en sorte que la Région finance l'ensemble des conservatoires présents sur son territoire	1 personne indique que ce domaine est déjà traité par la Région, mais mal ou insuffisamment et qu'il faudrait donc plutôt augmenter les budgets sur ce domaine
235	Financement par la Région de résidences d'artistes dans les lycées, les CFA (Centre de Formation d'Apprentis)	
262	<i>Proposition en doublon avec la 235 (saisie identique)</i>	

275	Ouvrir des répétitions d'artistes à tou.te.s, envoyer des invitations par mail ou papier aux citoyen.ne.s pour y assister	
241	Ouvrir un système de garde d'enfants au sein des lieux culturels (théâtres, musées...) avec des médiateur.trice.s qui divertissent les enfants en parallèle avec les parents	1 personne estime que cette proposition manque de clarté et doit être reprécisée ou à reprendre.
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>		
91	Faciliter et renforcer la création d'entreprise : aider les créateurs d'entreprise à monter leur dossier (coaching), notamment en soutenant davantage des associations ou petites structures qui existent déjà	
92	Faciliter et valoriser l'économie sociale et solidaire	
93	Faciliter l'accès à l'entrepreneuriat dans les zones moins denses	
94	Faire un bilan post COVID sur l'état des associations, des entreprises pour mettre en place des mesures de soutien le cas échéant	
95	Favoriser la localisation ou relocalisation d'entreprises sur des produits essentiels actuellement importés	
96	Lutter contre les abus de la précarisation du travail : - Limiter le recours aux contrats précaires - Mieux faire respecter la législation du travail en renforcer les contrôles et en améliorant l'information des plus jeunes	
97	Prime à l'investissement pour les petites entreprises pour l'achat de machines par exemple	
98	Relocalisation des entreprises régionales	
99	Renforcer l'accompagnement des associations en charge des groupements d'achats	
100	Soutenir les petites entreprises en cas de difficultés (réduction des charges)	
101	Aider les micro-entreprises : communication au niveau régional, service d'aide, mise à disposition de locaux non exploités	
102	Systématiser les primes pour les salariés non-automobilistes / véhicules motorisés qui vont travailler en vélo, trottinettes, etc.	
284	Favoriser au maximum l'assistance des créateurs d'entreprise en mettant en place des réseaux de coaching. La région passe par des chambres consulaires qui sont loin des résultats escomptés	
<b>EMPLOI FORMATION</b>		
103	Faciliter l'accès des jeunes diplômés au marché du travail en assurant l'adéquation avec les attentes et compétences des candidats	
104	Améliorer l'orientation des jeunes (plus de stages dans les différents domaines)	

105	Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans expérience au début de leur vie active	1 personne souhaite préciser « par le biais d'une aide financière (logement, alimentaire, bourse) et permettre l'accès aux écoles privées »
106	Inciter les entreprises à embaucher les jeunes diplômés	
107	Donner de la visibilité à toutes les filières (notamment métiers manuels et agricoles) et reconnecter l'éducation au métier.	
108	Aider à la formation aux nouveaux métiers sur les énergies renouvelables	
109	Proposer tous les métiers à la chambre des métiers	
110	Revaloriser les métiers manuels (et essentiels) dans la pensée collective	
111	Sensibiliser et informer dès le plus jeune âge aux formations/métiers (pénuriques notamment) à travers des communications/immersions en entreprise	
112	Proposer plus de cours à distance	1 personne souhaite que les mairies mettent à disposition une salle avec poste informatique permettant de suivre ces cours à distance
113	Développer les systèmes de cours à distance (formation pour adultes) et élargir le portail de formation	1 personne souhaite que les mairies mettent à disposition une salle avec poste informatique permettant de suivre ces cours à distance
114	Promouvoir et accompagner la mise en place de nouvelles façons de travailler (télétravail, co-working...)	
115	Aide financière pour les permis BE et BC (remorques et poids-lourds)	
117	Favoriser la formation en entreprise pour tester un métier en tant qu'adulte	
281	Améliorer les conditions de travail	
255	Favoriser les migrations des personnes à la recherche d'emploi vers des départements ou des villes qui embauchent	
294	Mettre à disposition un ordinateur pour tous les professeurs.	
<b>ENERGIE</b>		
119	Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments individuels	
120	Développer le financement pour les particuliers de l'isolation, les énergies renouvelables	
121	Favoriser un confort durable, économique et peu consommateur en énergie dans les bâtiments publics et privés	
122	Programme de rénovation à 1€ pour les copropriétés : rénovation énergétique	
123	Mieux subventionner l'isolation des logements, à base de matériaux non polluants	

124	Subventionner des projets de production d'énergies renouvelables : communes et particuliers	
125	Subventionner l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques pour le logement principal sans condition de revenu et sans la contrainte du bouquet de travaux	
126	Promouvoir l'autosuffisance énergétique dans le bâtiment	
127	Rendre tous les bâtiments publics existants autonomes en énergie (BEPos -> E+ et C-)	
128	Clarifier comment la Région intègre le nucléaire dans le plan d'énergie propre	
131	Mieux organiser et vérifier l'utilisation des aides à la rénovation thermique	
132	Transformer les déchets des eaux usées en biométhane	
272	Elaborer un plan d'autonomie énergétique régional	
<b>ENSEIGNEMENT ET EDUCATION</b>		
133	Créer des lycées de taille plus modeste, à taille humaine	
134	Distribution d'un kit "objectif zéro déchet / diminution des déchets" aux enfants	
135	Imposer le cartable numérique	
136	Décentraliser l'enseignement supérieur (très présent à Toulouse et Montpellier) ; créer plus de facultés en dehors des métropoles	
137	Ouvrir toutes les filières supérieures un peu partout dans la région	
138	Créer plus de classes de proximité pour les enfants en situation de handicap, notamment dans petites villes / village	
139	Faciliter et améliorer la réactivité dans l'accompagnement des enfants en difficulté scolaire	
140	Développer des groupes de soutien pour les élèves et étudiants animés par des intervenants professionnels de tous les secteurs	
142	Former au brevet de secourisme et entretenir ce savoir tout au long de la vie	
145	Renforcer la cohérence régionale des actions en faveur de l'éducation	
146	Renforcer le prestige et la place de l'école dans la société dès la maternelle	
258	Brevet de natation en EPS pour les plus jeunes dès le scolaire	
239	Créer des jardins/potagers et un enclos avec des animaux dans les écoles et aux abords des écoles avec une personne dédiée issue du milieu agricole (pas un problème) pour sensibiliser/inciter les enfants à la nature	

252	Faire stopper la discrimination de genre dans les apprentissages / recherches d'emploi (exemple : paysagiste)	
257	Favoriser les échanges, stages, apprentissages entre les professionnels des milieux qui recherchent de la main d'œuvre et des jeunes en déconnexion scolaire et ceux qui cherchent leur vie	
256	Favoriser les gardes d'enfants avec des amplitudes plus importantes pour les parents ayant des horaires de travail importants ou différents des horaires de bureau	
236	Sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles dans les lycées	
250	Refonte de la carte scolaire	
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
149	Eduquer, communiquer, informer les citoyen.ne.s sur les gestes du quotidien pour limiter le réchauffement climatique	
150	Améliorer le recyclage par un retour économique vers le citoyen	
151	Augmenter le nombre de déchetteries et faciliter l'accès aux déchetteries (conditions d'accès, etc.)	
152	Clarifier le tri des déchets (collèges et lycées, communication uniformisée entre les villes, sensibilisation aux matériaux recyclables, plus de cendriers...)	
153	Développer le recyclage et réduire les emballages en favorisant l'accessibilité au vrac	
154	Favoriser l'achat d'occasion et le réemploi d'objets	
156	Mettre en place du compostage dans les villes	
157	Mise en place d'actions et sensibilisation au tri des déchets, au ramassage et à la pollution aux enfants dès le plus jeune âge	
159	Renforcer l'éducation au recyclage	
160	Systématiser le recyclage et interdire le plastique	
161	Cohésion entre la faune, la flore et l'humain	
162	Créer des espaces naturels protégés pour développer la préservation de la biodiversité	
163	Favoriser / récompenser les comportements vertueux vis-à-vis de l'environnement (déchets, eau, énergie, ressources,...)	
164	Renforcer la protection et le nettoyage du littoral et en particulier des plages	
165	Valoriser les entreprises respectueuses de l'environnement : bilan carbone, gestion de l'eau et des déchets (exemple : lauréat de l'année)	

166	Accélérer la végétalisation des villes/paysages urbains, notamment les murs (pas seulement les bacs et pas que des jardins sur les toits)	
167	Végétaliser l'espace public et notamment les espaces scolaires, en y installant par exemple des potagers	
170	Créer des lacs artificiels pour récupérer plus d'eau au pied des montagnes	
173	Prévenir le gaspillage de l'eau à travers des moyens de récupération, notamment pour l'agriculture	
174	Sensibiliser à l'école les jeunes à économiser l'eau grâce à un soutien de la Région	
175	Actions en vue de favoriser la rénovation thermique des bâtiments en abondant les aides-subventions prévues par le plan de relance national	
176	Améliorer l'isolation dans les écoles, crèches, collèges, lycées et installer la climatisation	
177	Inciter les projets participatifs pour la production d'énergie renouvelable à l'échelle locale	
178	Actions solidaires de lutte contre le réchauffement climatique de la Région à l'international en faveur des pays en voie de développement	1 personne souhaite que les actions de la Région s'inscrivent en cohérence et dans un cadre plus global (nation, Europe, international)
180	Généraliser l'utilisation de matériaux de construction (routes, bâtiments) adaptés à toutes conditions climatiques (route perméable pour les fortes pluies, béton pour les fortes chaleurs...)	
181	Réduire l'emprise des lobbies polluants	
183	Utiliser les militaires pour dépolluer et entretenir les sites naturels	
237	Equilibrer les impôts locaux par rapport à la production de déchets (par logement, par quartier,...?)	
254	Favoriser la création d'entreprises recyclant les masques	
246	Inclure dans le permis de construire des obligations permettant de préserver l'environnement selon les zones : citernes, récupérateur d'eau et/ou toits végétalisés et/ou murs végétalisés et/ou panneaux solaires	
286	Interdire la publicité et les dépliants dans les boîtes aux lettres ainsi que les panneaux et enseignes lumineuses des entreprises privées	
251	Interdire la relâche classée (chasser les animaux élevés exprès pour être chassés)	
279	Organiser et financer la recherche sur des matériaux, des processus, des sources d'énergie plus simples, moins polluantes, plus réutilisables, plus recyclables, plus basées sur des ressources abondantes	
242	Promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables pour les bateaux à quai dans les ports et taxer les entrées dans les	

	ports pour les bateaux utilisant des carburants très polluants	
260	Protection du littoral	
261	Subvention dans les bâtiments, les puits de carbone administrés de manière durable	
<b>HABITAT</b>		
184	Certificat de conformité pour pouvoir louer des appartements décents	
185	Revoir les critères d'attribution de logements sociaux	1 personne souhaite préciser « y compris pour les SDF, avec éventuellement un animal de compagnie » 1 personne souhaite simplifier les garanties pour un accès au logement
186	Garantir le respect de la réglementation d'attribution et des usages des logements sociaux	
187	Imposer à chaque habitant d'une nouvelle habitation d'enterrer une citerne de récupération d'eau pour notamment y connecter les WC, etc.	
188	Installer des récupérateurs d'eau de pluie dans chaque appartement et maison	
189	Logements dans les CROUS pour tous les étudiants (boursiers ou non)	
190	Mettre en place des écovillages (communautés autonomes rurales) : changer d'échelle et faire système en partant de l'habitat, qui doit être le point d'éclosion d'une nouvelle échelle de valeurs. Il s'agit d'éliminer les postes de coût inutiles (chauffage, climatisation, ventilation) ; de réduire les prix (produits biosourcés en circuit court) ; d'inventer un urbanisme qui favorise l'habitat au service de la mutualisation transversale	1 personne souhaite reformuler la mention « faire système » difficile à comprendre et estime que l'ensemble de la description est à revoir. 1 personne estime que cette proposition pourrait être utilisée pour traiter l'évolution démographique et tous les domaines répondants à la volonté d'un avenir durable et vertueux.
191	Favoriser l'accès au logement aux célibataires en CDD ou autres	
283	Assurer le bien-être, la justice sociale et la confiance des citoyens dans des points d'éclosion, d'éco-villages participatifs	
285	Diagnostiquer l'habitat collectif et privé avant d'investir dans les travaux de réhabilitation thermique de l'habitat	
270	Réduire drastiquement les frais de notaire sur les mutations de propriété des résidences principales à 2%	
268	Relever de 20 à 50m le seuil de construction pour les permis de construire pour des logements HGE	
<b>MOBILITES, TRANSPORTS</b>		
195	Participation de la région auprès des entreprises pour aider le covoiturage	
198	Développer les réseaux de pistes cyclables dans les villages et les relier entre eux et aux villes les plus proches Sécuriser les pistes cyclables par des végétaux	



199	Augmenter le fret par voie ferroviaire pour réduire la circulation des camions	
200	Développer l'activité et l'accessibilité de la gare Sud de France à Montpellier	
201	Favoriser la ligne à grande vitesse (train Bordeaux-Toulouse) pour être à 3h de Paris	1 personne estime que la priorité doit être mise sur l'équité des transports ferroviaires au niveau régional par rapport au niveau national afin de faciliter la mobilité au sein de la région. Par ailleurs, elle estime qu'il faudrait ajouter l'extension du trajet sur Toulouse – Montpellier.
202	Remettre en circulation les petites lignes de chemin de fer (transport de personnes et marchandises)	1 personne souhaiterait rajouter la mention « relancer l'offre des trains de nuit ».
203	Coordonner les horaires des différents types de transports pour une meilleure fluidité et intermodalité	
204	Développement du transport à la demande en créant des points de prise de rendez-vous dans les communes de moins de 800 habitants	
205	Développer les applications numériques de soutien à la mobilité moyennant des incitations	
206	Développer les moyens permettant d'offrir des solutions de déplacement personnalisées	
207	Mettre en place un programme de transport à la demande pour mailler les territoires les plus mal desservis (montagne, rural)	
208	Favoriser et faciliter les déplacements des personnes isolées géographiquement	
209	Mieux desservir les villages en transports en commun en développant et redensifiant le réseau	
211	Redévelopper la filière hippo-mobile	
243	Systématiser l'accès des vélos dans les transports en commun	
<b>SOLIDARITES, SANTE</b>		
214	Faciliter les déplacements des personnes en situation de handicap, aménagement des espaces publics	
215	Augmenter le nombre de places et de sessions de formation sur le domaine de la santé et en simplifier l'accessibilité	
216	Créer plus de pôles santé en zone rurale (déserts médicaux) avec un panel de soins plus étendu (médecins, biologie, médical, imagerie)	
217	Inciter les jeunes diplômés à s'installer dans les régions désertées, sur le plan médical, par des aides financières ou des obligations à s'installer un certain temps dans ces endroits	
218	Recruter et aider les médecins et étudiants en médecine à s'installer dans les campagnes en mettant en place par exemple un système de bourse pour les étudiants	
219	Inciter plus de professionnels de santé à s'implanter dans des déserts médicaux	

<b>220</b>	Améliorer la prise en charge des SDF grâce à une plus grande implication de la Région et en renforçant les aides financières aux personnes en très grande précarité (ex : aide financière au logement, davantage de places dans les centres d'hébergement, limitation du mobilier anti-SDF, etc.) notamment pour permettre aux sans-abris d'avoir un studio social équipé et pas un logement d'urgence	
<b>221</b>	Améliorer l'accès au logement pour les mères seules qui sont en instance de séparation	
<b>222</b>	Favoriser la création du lien social entre chômeurs et personnes isolées via le bénévolat, afin de faciliter le retour à l'emploi	
<b>223</b>	Favoriser les lieux d'échanges et de partage pour tous, et en impliquant les jeunes en particulier	
<b>225</b>	Venir en aide aux personnes : retraitées, en situation de handicap, isolées dans leurs démarches du quotidien (qu'une partie du budget soit revalorisée pour la santé)	
<b>226</b>	Créer dans chaque canton un pôle administratif et solidarité : collecte de vêtements, de vaisselle, accès à l'électroménager (machine à laver), accès à des douches.	
<b>228</b>	Prévenir et lutter contre les discriminations professionnelles et scolaires	
<b>229</b>	Développer les projets intergénérationnels : jardins partagés, art et culture, développement durable, transmission de l'histoire et aide aux devoirs.	
<b>231</b>	Réinstaurer des médiateurs dans les quartiers, pour régler des problèmes de voisinage, orienter les citoyen.ne.s et garantir l'anonymat des déclarations de violences conjugales	
<b>253</b>	Aides aux étudiants en médecine pour payer leurs études - en contrepartie, doivent s'engager à exercer en désert médical pendant un certain nombre d'années	
<b>280</b>	Créer des pôles administratifs et solidaires dans certaines zones rurales	
<b>287</b>	Mise en place d'une « tente des glaneurs » dans les marchés de ville pour valoriser les futurs déchets et aider les personnes défavorisées	
<b>249</b>	Réduction des foyers surendettés	
<b>TOURISME</b>		
<b>233</b>	Construire des parkings et des sanitaires proches des lieux touristiques et des poubelles enfouies ou semi-enterrées	
<b>234</b>	Mettre en place un plan pour favoriser le tourisme en milieu rural	

### C. Propositions complémentaires

La Convention a également formulé des propositions qui n'entrent pas dans le champ de compétence obligatoire ou facultatif de la Région. Nous avons choisi de conserver ces propositions et souhaitons :

- que 19 de ces propositions soient relayées auprès des administrations plus directement compétente (1) ;
- attirer l'attention du Conseil régional sur 21 propositions, qui ont fait débat entre nous et constituent des « signaux faibles », que la Région doit anticiper (2).

## 1/ Propositions à relayer aux administrations compétentes

N°	Nom de la proposition	Commentaires
<b>AGRICULTURE ET ALIMENTATION</b>		
24	Revoir les normes sanitaires et de sécurité qui empêchent les agriculteurs de vendre leur production à la ferme : lait, œufs, fromage, etc.	1 personne souhaite reformuler la proposition : « proposer de nouvelles normes sanitaires et de sécurité pour que les agriculteurs puissent vendre leur production. »
25	Limiter les pesticides et faciliter l'exploitation durable des terrains dans l'agriculture	
32	Mettre en place des en-cas matinaux dans les écoles primaires, fournir un déjeuner frais à la cantine, éducation à la saisonnalité des produits...	
<b>ENERGIE</b>		
129	Eclairage public : gérer l'éclairage en fonction des zones (urbaines, rurales) sans engager la sécurité ; sensibiliser et agir sur le secteur privé (centre commercial, etc.) sur la même problématique	
<b>ENSEIGNEMENT ET EDUCATION</b>		
143	Mettre en place dans les écoles maternelles et primaires des initiatives environnementales (ex. : potager, ramassage de déchets, intervenants extérieurs sur des sujets comme les plantes, les insectes, etc.) pour sensibiliser dès le plus jeune âge	
144	Mise en place d'une matière "vie d'adulte" obligatoire dès le plus jeune âge (cours sur l'administration, cuisine, éducation sexuelle, environnement - compost)	
147	Renforcer l'équité sociale et culturelle à l'école dès le plus jeune âge	
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
155	Mettre à disposition des particuliers des contenants de recyclage gratuitement	
158	Plus d'aménagement urbain et rural en poubelles de tri	
168	Limiter la publicité sur la voie publique (nuisance publicitaire)	
169	Respecter la mention "pas de pub" et promouvoir les brochures en papier recyclable	
172	Développer les compteurs d'eau non potable (Canal du Midi, Canal Philippe-Lamour) pour la Région	

<b>MOBILITES, TRANSPORTS</b>		
192	Généraliser les concertations entre les différents usagers de la route (cyclistes, automobilistes) en ce qui concerne l'utilisation des voies de circulation en milieu urbain	
193	Accès aux parkings non payant dans le centre-ville pour les personnes qui y travaillent	
194	Créer une voie rapide (double voie) entre Pignan et Montpellier	
196	Prévoir un accompagnateur dans les bus scolaires (maternelle / primaire)	
197	Proposer des espaces à vélos sécurisés dans tous les quartiers	
210	Sécuriser les routes entre les différents villages	
<b>SOLIDARITES, SANTE</b>		
212	Augmenter le nombre de places handicapées en centre-ville et en périphérie, et s'assurer qu'elles ne sont pas occupées par des personnes valides	

2/ Propositions ayant fait débat, justifiant une vigilance particulière de la Région

<b>N°</b>	<b>Nom de la proposition</b>	<b>Commentaires</b>
<b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		
38	Imposer à certains hypermarchés d'ouvrir leurs parkings aux marchés locaux le dimanche	
52	Développer la 5G et le transport autonome sur le territoire	
53	Questionner l'intérêt de la 5G et prioriser le développement de la fibre optique	
264	Garantir une gestion collective publique de l'eau	
265	Gratuité des autoroutes de la Région et renationalisation du réseau régional	
274	Moratoire sur la 5G	
<b>CITOYENNETE, DEMOCRATIE, SERVICE PUBLIC</b>		
80	Donner plus de pouvoir aux régions sur l'éducation, la santé et le développement durable	
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>		
90	Créer une plateforme d'identification interactive (européenne) sur internet afin de mettre en commun les ressources et identifier les besoins (entreprises, associations particuliers), tous domaines confondus	
<b>EMPLOI FORMATION</b>		
116	Concilier au mieux vie professionnelle et vie familiale pour gagner en qualité de vie au sein de la cellule familiale ("travailler light")	

<b>118</b>	Inciter au retour à l'emploi par des aides ou obligations, moins d'assistantat et plus d'incitations ; raccourcir le recours aux aides financières (APL, RSA...) sans les supprimer	
<b>ENERGIE</b>		
<b>130</b>	Favoriser le local dans la passation de marchés publics	
<b>ENSEIGNEMENT ET EDUCATION</b>		
<b>141</b>	Etendre les compétences de la région aux collèges	
<b>148</b>	Renforcer les bourses au mérite pour les jeunes en fonction d'une action humanitaire	
<b>ENVIRONNEMENT</b>		
<b>171</b>	Avoir plus de contrôle sur les réseaux d'eau (contrôle qualité) HQSE (Hygiène, Qualité, Sécurité, Environnement)	
<b>179</b>	Administrer une gestion du stock de carbone pur (c'est facile) et établir un lien entre le marché de l'art et le marché du carbone	
<b>182</b>	Rendre obligatoires les partenariats entre les entreprises agro-alimentaires et les associations	
<b>SOLIDARITES, SANTE</b>		
<b>213</b>	Améliorer la prise en charge des personnes en situation de handicap non déclarées sur le territoire afin qu'un suivi social puisse être organisé	
<b>224</b>	Trouver des ressources humaines, chez les jeunes et volontaires, pour accompagner nos anciens isolés (solidarité intergénérationnelle)	
<b>227</b>	Mettre en place un système permettant de récolter les appareils et objets usés mais en état de fonctionnement à la déchetterie pour leur donner une seconde vie	
<b>230</b>	Réévaluer les aides aux familles de 4 personnes, que cela soit plus proportionnel (et non par palier)	
<b>232</b>	Responsabiliser les détenus et les impliquer économiquement et socialement pour contribuer à l'aide aux victimes et aux personnes en situation de précarité ou aux personnes âgées	

## Conclusion

Nous sommes venu.e.s à la Convention avec notre vécu, nos convictions et nos différences. Pourtant, nous nous sommes trouvé.e.s des aspirations communes : nous voulons un territoire plus équilibré entre métropoles et villages, nous souhaitons aider les plus jeunes à trouver leur voie afin d'entrer dans la vie professionnelle sans oublier nos aîné.e.s, nous désirons accélérer la transition écologique mais nous ne voulons pas qu'elle se fasse au détriment d'une catégorie de la population.

Edgar Morin nous a adressé un message puissant. Nous avons été touché.e.s par ses propos sur l'intelligence collective qui se crée par l'échange. « L'intelligence collective n'est pas la somme des intelligences individuelles mais le produit synthétique de leur combinaison ». Nous avons fait "nôtre" - sans le savoir - cette définition de la démocratie participative.

Nous ne nous connaissions pas, et grâce à nos profils et nos parcours très divers, nous avons tracé ensemble un chemin pour construire un territoire plus durable qui ne laisse personne au bord du chemin. Nous aspirons à un territoire solidaire et au bien-être de tou.te.s ses habitant.es. « La solidarité dort malheureusement trop souvent mais quand arrive le défi, elle se réveille (...) Ce n'est pas parce qu'on est devant une tâche immense (...) qu'il faut renoncer » a déclaré le philosophe Edgar Morin.

Il est vrai que l'avenir est incertain mais le doute, nous l'avons transformé en « pari » et avons choisi d'œuvrer pour le bien commun et l'intérêt général et non « pour la force de destruction et les conflits ». Cet avis citoyen est donc le résultat de ces sept jours de travaux et d'un exercice inédit pour nous toutes et tous. Nous, qui avons eu la chance d'être tiré.e.s au sort, aimerions, à l'avenir, que ces exercices démocratiques se multiplient et perdurent. Nous espérons que nos attentes correspondent aux besoins et aux désirs des femmes et des hommes vivant en Occitanie et que nos propositions les traduisent au plus près. Au travers de la votation citoyenne, cet avis doit maintenant être largement partagé. Désormais, il appartient aux élu.e.s de prendre en compte ce que nous avons proposé et de revenir vers nous avec ce qu'elles et ils en auront retenu.

### Demandes de reformulation ou de précisions :

1 personne souhaite remplacer "qui avons eu la chance d'être tiré.e.s au sort" par "avons été tiré.es au sort"

1 personne souhaite enlever "sans le savoir" à la fin du deuxième paragraphe

1 personne souhaite compléter le premier paragraphe en y incluant une tranche de la population qui n'apparaît pas dans le texte : les 25-65 ans.

1 personne souhaite supprimer de l'avis la phrase "Nous, qui avons eu la chance d'être tiré.e.s au sort, aimerions, à l'avenir, que ces exercices démocratiques se multiplient et perdurent"

1 personne observe que les propositions ne couvrent pas la totalité des domaines d'intervention de la Région, notamment la mer.

1 personne propose la tenue d'un référendum et non d'une votation citoyenne



## Adoption formelle

La Convention a adopté le présent avis citoyen lors de la session de clôture du 3 octobre :

- **Oui (adoption) : 84**
- Non (rejet) : 3
- Absentions : 5
- Non-participation au vote : 1

93 membres de la Convention étaient présents dans la salle au moment du vote.